

LE BILAN...

«Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre à laquelle nous préférons, nous, anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante, je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien».

Fernand PELLOUTIER

Le 6 janvier 2003. la C.G.T.F.O., la C.G.T., la C.F.D.T., la C F T C. et la C G C.: *«Ont décidé de présenter leurs propositions communes pour consolider (sic) les systèmes de retraites des salariés des secteurs public et privé», et, «Pour cela, les organisations syndicales affirment la nécessité d'une réforme»*

On notera qu'il s'agit bien des *«systèmes de retraites des salariés des secteurs public et privé»* or, dans ce document, aucune référence aux 37,5 ans auxquels, à juste titre, les salariés du public demeurent attachés. La position commune des signataires affirment également vouloir obtenir: *«Un droit de départ à taux plein, avant 60 ans, dès 40 ans de cotisations, pour les salariés ayant, aujourd'hui, commencé à travailler très tôt».*

La lutte des classes, donc la politique, est chose sérieuse qui mérite d'être traitée en dehors de tout charlatanisme.

Peut-on considérer que les *«manifs»* et autres défilés, plus ou moins carnavalesques, organisées en commun par les signataires à dater du samedi 1er février 2003 répondent à cette exigence? De toute évidence, la réponse est NON!

Peut-on prétendre que *«l'unité»* de toutes les organisations (et non celle des travailleurs eux-mêmes) soit facteur de progrès?... Aujourd'hui, comme hier, la réponse est: NON!

De ce point de vue, il faut bien nous rendre à la raison: tous ces défilés organisés conjointement avec les autorités et plus ou moins discrètement encadrés par la police, n'ont qu'un lointain rapport avec la défense des intérêts (si ce n'est ceux du grand capital) des différentes couches de la population. Ils n'obéissent finalement qu'à un seul objectif: faire accepter (tout en contestant!!!) la destruction de tous nos acquis sociaux obtenus de haute lutte dans le cadre des *«vieilles nations européennes»*, car telle est l'exigence des dirigeants du nouvel empire européen.

La manifestation *«unitaire»* du 13 mai 2003 offre un exemple, tout à fait significatif, de la division du travail entre responsables *«syndicaux»* qui, par ailleurs, se retrouvent tous, fraternellement unis, au siège de la C.E.S. à Bruxelles... Le 13 mai, tout le monde défile. Le 15 mai, C.F.D.T et C.G.C. acceptent, sans vergogne, la remise en cause du montant des retraites, voulue et décidée par Bruxelles et mise en œuvre par FILLON, le subsidiaire. C.G.T. et C.G.T.F.O. se défilent et la télévision, qui a remplacé avantageusement la *«T.S.F.»* et les *«actualités cinématographiques»* de feu le Docteur GOEBELS, nous montre leurs chaises vides et... donne largement la parole à Bernard THIBAUD, dont on ne saurait dire que ses propos dénotent une volonté farouche d'en découdre.

Il est vrai que quelques jours plus tard, le même Bernard THIBAUD se faisait acclamer par le Congrès du Parti dit *«socialiste»* à l'origine (avec la C.F.D.T.) du saccage de notre système de protection sociale, ce que le 2 juin, François Chérèque, à juste titre, ne manque pas de souligner en déclarant que la *«réforme»* des retraites de l'actuel gouvernement correspondait *«pratiquement à 100% des propositions du parti socialiste en 2001».*

La messe est dite! C'est pourquoi, on est en droit de s'interroger sur la signification des appels litaniques du style: «*dirigeants des organisations ouvrières (?) appelez à la grève générale*», alors que chacun sait que la «*grève générale*», à aucun moment, et dans aucun pays, n'a été décrétée par qui que ce soit, si ce n'est par les travailleurs eux-mêmes.

On peut cependant être assuré, qu'en dépit des efforts de la propagande impériale pour nous convaincre du contraire, les dures réalités, non seulement demeurent, mais vont s'aggraver! A un moment ou à un autre, le mécontentement populaire s'exprimera et ce, en dehors et en dépit des efforts des forces de l'ordre conjugués qui s'efforcent de le dévoyer vers des impasses. C'est à ce moment là, lorsque le vent de la révolte soufflera en tempête, que les démocrates, c'est-à-dire les révolutionnaires, les vrais, doivent se préparer.

En attendant, il nous faut bien constater que nous vivons de bien étranges moments. Un camarade a prétendu que nous serions condamnés à «*l'unité*»... Si tel était le cas, nous serions effectivement condamnés... à une peine infamante!

Alexandre HÉBERT.

LETTRE OUVERTE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA C.E.S

Patrick HÉBERT, Secrétaire Général de l'Union Départementale C.G.T.F.O. de Loire-Atlantique,

à John MONKS, Secrétaire Général de la C.E.S., 5, bd Roi Albert II B - 1210 BRUSSELS BELGIQUE.

Fait à Nantes, le 23 juin 2003,

Monsieur le Secrétaire Général.

C'est par le plus grand des hasards que nous avons été informés de votre participation aux «*Premières Rencontres de l'Investissement International*» qui se tiennent à La Baule les 26 et 27 juin.

Cette manifestation rassemble à la fois des chefs d'entreprises de grands groupes internationaux et des personnalités politiques de premier plan. Ainsi seront présents, Monsieur Romano PRODI, Président de la Commission Européenne, le Premier Ministre français Monsieur RAFFARIN, Monsieur François FILLON Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité, Monsieur Jean-Paul DELEVOYE, Ministre de la Fonction Publique et Monsieur Francis MER, Ministre des Finances. S'agissant des «*grands patrons*» il serait fastidieux de tous les signaler, notons simplement la présence des représentants de Motorola, de Peugeot-Citroën, de Philips, Toyota, Danone....

Le programme de ces rencontres prévoit une table ronde à laquelle vous devez participer, sur le thème: «*un défi pour l'Europe: la compétitivité de capital humain*».

Nous devons vous dire, Monsieur le Secrétaire Général, que pour notre part, à la CGT-Force Ouvrière, nous n'avons pas besoin d'une table ronde pour comprendre ce que camoufle, bien mal par ailleurs, ce genre de bavardage. Nous savions déjà depuis quelques années que nous étions devenus «*des ressources humaines*», nous voilà dorénavant ravalés au rang de «*capital humain*». La vulgarité du vocabulaire utilisé a au moins le mérite de démystifier les discours de ceux (souvent les mêmes) qui glosent sur «*la citoyenneté*» de l'entreprise.

Nous tenons à vous informer que nous avons parfaitement compris ce que signifie «*la compétitivité du capital humain*». En effet, nous n'ignorons pas que les critères de convergences économiques décidés par le Traité de Maastricht supposent toutes sortes de mesures visant à «*l'abaissement du coût du travail*». Ainsi chaque «*sommet*» européen se conclut par des directives qui toutes visent à remettre en cause les conquêtes sociales des salariés. Notons que ces dispositions sont systématiquement approuvées par la *Confédération Européenne des Syndicats* (C.E.S.) qui a renoncé à toute forme d'action de défense des salariés pour mieux s'impliquer dans «*la gouvernance européenne*».

Parmi les directives, l'actualité nous conduit à noter celles issues du *Sommet de Barcelone*, dont les conclusions visant à allonger la durée des cotisations de retraite de 5 années, ont été co-signées par Messieurs Chirac et Jospin.

Nous sommes au cœur du sujet: «*la compétitivité du capital humain*» suppose que le coût de la main

d'œuvre soit diminuée. S'attaquer au salaire direct étant risqué, nous avons bien compris que la stratégie de l'Europe consiste plutôt à remettre en cause «*le salaire indirect*», c'est-à-dire celui qui finance notre protection sociale, en particulier nos Retraites et la Sécurité Sociale. Ce faisant, le patronat fait «*coup double*». Il diminue ses coûts de production, et il espère «*placer*» ses produits financiers auprès de ceux qui en auront encore les moyens: fonds de pensions, épargne salariale et assurances privées ou mutuelles complémentaires...

Naturellement, nous n'ignorons pas que cette politique frappe les travailleurs de tous les pays et provoque partout les mêmes réactions. Que ce soit en Autriche, en Allemagne ou en Belgique, les salariés n'entendent pas se faire spolier sans réagir.

Vous voyez, Monsieur le Secrétaire Général, nous avons parfaitement compris ce qui se joue actuellement. Le gouvernement pense peut-être avoir gagné la partie et ainsi avoir satisfait à ses obligations européennes. Nous pensons qu'il se trompe.

Quoi qu'il en soit pour notre part nous ne renoncerons jamais à rester ce que nous sommes, des syndicalistes libres et indépendants. C'est pourquoi, quelle que soit la couleur du gouvernement du moment, nous continuerons à défendre les intérêts des salariés.

Pour ce qui nous concerne, le 26 juin, nous ne participerons à aucune table ronde, nous serons à notre place, dans la rue pour la défense de leurs revendications en particulier pour exiger: le retrait du plan Raffarin-Fillon, l'abrogation des décrets Balladur de 1993, le retour à 37,5 annuités de cotisations pour tous et pour le secteur privé retour aux 10 meilleurs années, l'indexation des retraites sur les salaires, la retraite à 60 ans à taux plein, le maintien du code des pensions et des régimes spéciaux.

Une politique de plein emploi stable et qualifié et d'augmentation des salaires qui contribue à la pérennisation du système de retraite par répartition, l'ouverture d'un droit à la retraite anticipée pour les carrières longues, les travaux pénibles.

Veillez croire, Monsieur le Secrétaire Général, en nos convictions syndicalistes et internationalistes.

Patrick HÉBERT

A.G.C.S.

Derrière ce sigle anodin se cache le démantèlement programmé de l'édifice républicain du «*Service Public*». En effet, l'*Accord Général sur le Commerce des Services* a été conclu et accepté par tous les pays de l'*Organisation Mondiale du Commerce* et paraphé par nos parlementaires au Palais Bourbon le 15 décembre 1994.

Cet accord présenté très succinctement aux parlementaires ne précisait pas la liste des services concernés ni la qualité de ces services, qu'ils soient publics ou privés. Cette arnaque intellectuelle sans précédent, faisant parapher nos représentants nationaux des textes juridiquement contraignants dont l'interprétation et le mode d'emploi n'étaient pas fournis, laisse présager un aveuglement de circonstance de nos édiles nationales de tous bords, car certainement tous d'accord sur ce coup d'état commercial.

La renégociation de l'AGCS a démarré à Genève le 25 janvier 2000 par l'article XIX qui engage les pays de l'OMC à «*accroître le niveau des engagements spécifiques*». Cette révision doit devenir l'instrument de la privatisation totale de tous les services. Les services publics ne sont jamais cités dans le texte de l'accord mais sont pourtant les cibles premières de l'AGCS, véritable programme mondiale de privatisation.

Les domaines de la santé, de la protection sociale, de l'éducation, de la culture, de l'audiovisuel de l'eau, de l'énergie et des transports n'y sont pas considérés comme des droits inaliénables mais comme d'énormes marchés potentiels ouverts.

A titre d'exemple, les dépenses annuelles de santé dans le monde représentent 3.500 milliards de dollars et les dépenses d'éducation 2.000 milliards de dollars.

Les grandes firmes du marché mondial: Axa, Vivendi, Reed Elsevier ou Hodgkin Hospitalières, entre autres, prétendent évidemment mettre la main sur ces secteurs très lucratifs. Pour l'OMC, relayé par les grandes régions du monde, dont l'Union Européenne, une seule injonction: s'ouvrir à l'investissement privé et «*n'agir qu'en fonction de considérations commerciales*».

Il s'agit là de la négation du service public et de ses droits imprescriptibles pour tous à la santé, à l'enseignement, à la culture, aux droits économiques et sociaux.

La marchandisation mondiale change la donne à toute vitesse et sous les tirs croisés de l'OMC et de la Commission Européenne, quelques grosses ficelles sont utilisées de manière récurrente pour forcer le cours des événements, notamment les dispositions du traité de Maastricht qui nous ampute de toute souveraineté nationale par subsidiarité.

Casser l'intégration verticale propre au service public. Par exemple, pour le chemin de fer, l'entretien du réseau, les services aux voyageurs et la billetterie deviennent des pôles distincts concurrentiels entre eux. Le privé s'approprie les «*segments les plus rentables*». On connaît la suite, économie sur les dépenses entraînant des catastrophes comme celle de Paddington.

Assécher les services publics par des subterfuges du type «*critères de convergence*», pour faire apparaître les entreprises privées comme les salvatrices seules compétentes et capables d'en assumer les coûts. Toutes les politiques d'austérité budgétaires que nos voisins italiens qualifient de sado-monétaristes vont dans ce sens.

Précariser les personnels et geler le nombre des fonctionnaires, les titulaires qui partent en retraite ne sont pas remplacés ou remplacés par des contrats à durée déterminée ou des emplois jeunes sous contrat privé. Cassant ainsi le statut général de la Fonction Publique. Recommander, voire rendre obligatoires, des partenariats privé public. Ainsi la Commission Européenne prescrit que chaque école de l'Union doit développer un partenariat avec une firme privée d'ici 2010. Que de belles écoles Danone, Vivendi, Mc Donald's en perspective.

Il devient temps de prendre conscience des conséquences de l'AGCS imposées par l'OMC et relayées par la Commission Européenne par «*subsidiarité masstrichtienne*».

Sinon, comment dès lors garantir les retraites du public sachant que la privatisation coupe systématiquement les sources de financement des caisses. Comment dès lors garantir les retraites du secteur privé sachant que les systèmes mutualisés et solidaires des caisses vont obligatoirement être soumis aux lois du marché, aux fonds de pension et aux cotations en bourse?

S'agissant de l'avenir de nos retraites, nous assistons actuellement à une véritable caricature de démocratie en pleine déliquescence à l'Assemblée Nationale où chacun s'invective pour sauver la face alors que le 15 décembre 1994, dans cette même assemblée, tous fermaient les yeux et paraphaient l'AGCS.

Qu'on vienne nous dire maintenant qu'il faut réformer notre système de retraite relève de la plus grande escroquerie de ce début de siècle et les différentes raisons invoquées, allongement de la durée de la vie, entrée dans la vie active, rapport retraités actifs, etc... n'est qu'un prétexte fallacieux lorsqu'on connaît les appétits féroces des grandes firmes internationales qui en demandent toujours plus à ceux qui leur apportent leur force de travail.

La CFDT, fidèle à ses origines et à la hiérarchie catholique, fait tout naturellement acte d'allégeance et de foi à la C.E.S.

La CGT ménage son entrée à la direction de cette CES, courroie de transmission de la Commission Européenne.

Quant à la CGTFO qui semble encore faire face à ce raz de marée dévastateur, il serait grand temps qu'elle se pose la question de son maintien dans une organisation syndicale européenne qui met à genoux la classe ouvrière afin de lui faire avaler les sacrements du saint empire romain germanique renaissant. Il faut savoir quitter la table quand le menu servi ne vous convient plus, même quand vous avez mis le couvert.

Jean LE CADRE.

Un ouvrage de référence:

L'ANARCHO-SYNDICALISTE - Des anarchistes dans la lutte des classes de 1960 à aujourd'hui

Textes présentés: par Christophe BITAUD

Préface d'Alexandre HÉBERT

Postface de Jo SALAMERO

L'ouvrage est en vente au prix de: 15 euros + 2 euros frais de port = 17 euros

Chèque à l'ordre de: «Association des Groupes Fernand Pelloutier».

à adresser à: Mme PESTEL-HEBERT 19. rue de l'Etang Bernard - 44400 - REZÉ

EN VRAC...

«Les hommes naissent libres et égaux. Après ils se démerdent».

Jean YANNE

L'ANARCHIE RÉGNE A BAGDAD

Ce genre d'affirmation nous fait généralement marrer et on s'contente de lancer à la cantonade une injure grasse vers ces journaloux ignares qui savent pas qu'il'anarchie est l'absence de pouvoir alors qu'la situation qu'y décrivent est un'multiplication des pouvoirs. On devrait pourtant de temps en temps, s'déranger pour leur botter l'cul.

Parce qu'le Bouch, l'garçon vacher bouffon bigot mal élu ancien tueur en série et crétin des Appalaches, et ses sbires réactionnaires ont mis l'paquet pour semer la merde en Irak. Y gueulaient pour l'application des conventions de Genève à leurs trouffions prisonniers, mais y z'ont oublié qu'les conventions de Genève prévoient aussi qu'une armée d'occupation doit assurer la sécurité d'la population occupée. L'Bouch a nommé un gauleiter, mais l'zozo a pédalé dans la choucroute. Des naiseux croyaient qu'y sauraient s'débrouiller comme en Allemagne et au Japon, mais en soixante ans l'savoir-faire s'oublie. Les ceuss' qu'ont appris en Allemagne et au Japon bouffent les pissenlits par les racines.

Certes, le gauleiter Patton avait su y faire dans la zone américaine. J'peux pas penser à c'mec sans avoir à combattre une certaine admiration... coupable. C'était une ganache militaire, une bête de guerre et un bigot mais, dans sa partie qui nous révulse, il avait du talent La manière dont la percée d'Avranches, de quelques kilomètres de large adossés à la Manche, a été protégée efficacement en août 1944, contre les contre-offensives des panzers-divisions SS, est un petit chef d'œuvre de cette saloperie «d'art militaire», même s'il a été aidé par le terrain, le bocage normand.

Or, donc le gauleiter Patton a eu peu d'états d'âme pour administrer son secteur. Il a recruté les anciens notables, les a dénazifiés à la chaîne et leur a fait reprendre du service. Souvenons-nous que De Gaulle a fait de même et ne s'est pas gêné pour nommer Préfet (commissaire de la République) d'anciens pé-tainistes, ou même des communistes (moins). Car les hommes d'État savent que, selon leur système de références, dans les périodes de «changement de portage», il faut assurer le plus rapidement possible la «continuité de l'État». La «libération» d'Irak intéressait tellement Bouch qu'y s'est foutu des règles d'son milieu comme d'sa première hostie... ou, plutôt d'son premier baril d'pétrole. Et c'est ainsi que, paraît-il, l'anarchie a régné à Bagdad. Foutre d'baleine!

L'ÉGLISE A BESOIN D'FRIC

Le curé d'mon patelin s'emmerde pas, il essaye d'me convaincre d'participer au denier du culte en m'faisant envoyer sa pub. Sous l'titre: «L'Église nous ouvre un avenir. L'Église a besoin de nos dons». Du genre: on bosse pour vous, alors aboulez le fric. Donnant donnant. La tradition d'la simonie a laissé des traces. D'une certaine manière, ça rappelle l'histoire de ces escrocs (???) qui vendaient des studios au Paradis. Rassurez-vous, y z'auront pas mon pognon. J'vais quand même pas subventionner les crapules cléricales et leurs entreprises d'abrutissement d'l'humanité, mais certains détails du dépliant sont croquignolesques. Notamment la grille de conversion «génereuse» des francs en euros.

Pour cent balles y suggèrent 20 euros, soit 4,76 euros de plus, donc +31,2%. Alors que pour dix mille balles y suggèrent 1.550 euros, soit 25,51 euros de plus, donc +1,67%. Y sont réalistes les salauds, y savent qu'les bourrés d'fric sont ceux qui donnent le moins, en proportion. Comme on connaît ses paroissiens, on les honore.

NOUVELLES DU FRONT

Un seul commentaire possible après le séisme qui a ravagé la région d'Alger et tué environ deux mille pauvres types: *Allah akbar!!!* Dans son encyclique *Centesimus annus*, Jeanpolski, tenant compte d'l'expérience d'ses prédécesseurs prédisposés à glorifier les régimes fascistes, avait adopté un profil bas et déclaré qu'le Vatican n'avait pas à s'prononcer sur les différents régimes politiques (?!?!). Et puis, il vient d'aller à Madrid canoniser un salaud d'curé franquiste justement fusillé par les républicains. Chassez l'naturel, y revient au galop. Tagada! tagada I tagada! A l'attention des fanatiques anticloneurs, l'professeur Jean Bernard, ancien président d'la commission d'éthique, a fait observer qu'il était inutile d'légiférer dans c'domaine. En effet au moment où la loi est adoptée, elle est déjà obsolète, vu les progrès des connaissances et des techniques. Il est pas improbable qu'les politiciens législateurs soient inaptes à comprendre c'raisonnement. Revenons sur l'foulard, qu'y faut pas craindre d'qualifier d'islamiste. Les dames qui s'en affublent n'sont pas d'jeunes naïves qui veulent étaler leur «*identité*», mais des militantes qui savent très bien ce qu'elles font et qui testent, qui cherchent à déterminer jusqu'ou elles peuvent aller trop loin. C'est leur droit! C'est aussi l'nôtre d'ne pas craindre d'leur montrer, sans état d'âme, qu'elles sont perçues comme militant pour un objectif régressif, réactionnaire et qu'elles seront traitées comme telles... dans l'cadre d'l'exercice des libertés démocratiques, cela va d'soi. En outre, on peut observer qu'les plus jolies se servent du prétexte religieux pour extérioriser leur coquetterie, leur désir d'se faire déshabiller du r'gard. Ah! l'éternel féminin! Au fait, jusqu'on en est rapport aux «*armes de destruction massive*» de tonton Saddam? Colin Powell, l'oncle Tom de service, s'était couvert de ridicule en présentant au conseil de sécurité de l'ONU de fausses preuves mal fabriquées par la CIA, et, peut-être, le M.I.6. On sait qu'il y a une vingtaine d'années les occidentaux, notamment France, Allemagne et USA, se sont mis en quatre pour fournir au tyran d'Irak, soit de telles armes, soit les moyens de les fabriquer. Pour le moment les fouineurs n'ont rien trouvé et j'vais vous dire: s'ils en trouvent maintenant, c'est que Bouch et Blair (le p'tit télégraphiste de la City) les y auront faites apporter. On ne prête qu'aux riches! J'adore les Papous et leur anticléricalisme festif très convivial. Y a quelques années, dans des tribus du centre, y z'ont mangé deux ou trois missionnaires protestants venus les évangéliser! Youpi! A bas la calotte!

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
